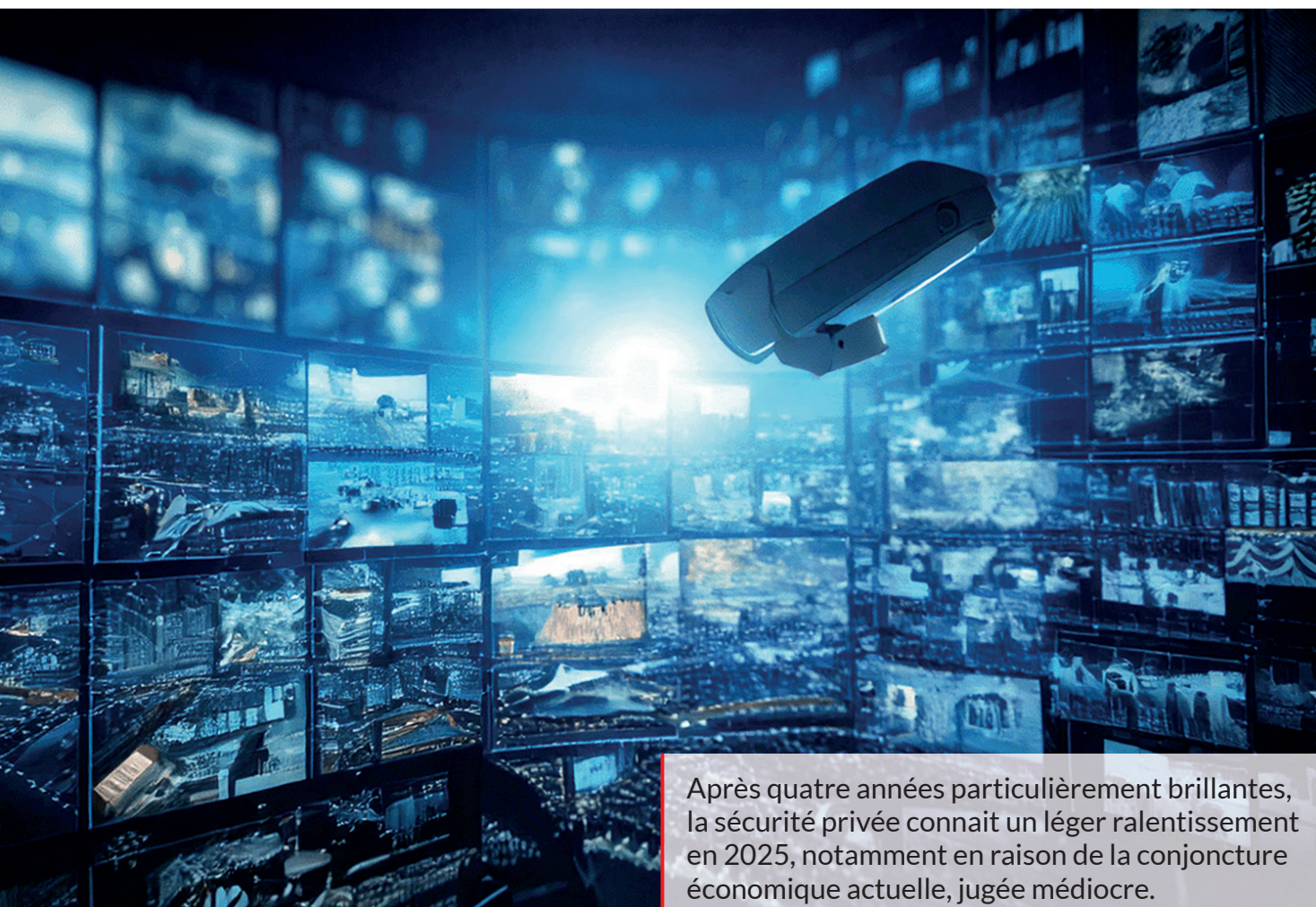


Marché

Sécurité : un début de ralentissement



Après quatre années particulièrement brillantes, la sécurité privée connaît un léger ralentissement en 2025, notamment en raison de la conjoncture économique actuelle, jugée médiocre.

Jamais depuis soixante ans la sécurité n'a connu de telles performances aussi exceptionnelles sur une durée aussi longue : de 2021 à 2024, la croissance annuelle a fleuri avec les 7 %, soit un taux deux fois plus élevé que la moyenne des quinze dernières années.

Il faut même remonter à 2002 pour retrouver une augmentation plus forte (+7,8 %), due au renforcement général des mesures de sécurité après les attentats de septembre 2001 aux Etats-Unis, mais le soufflé est retombé l'année suivante.

Ces résultats sont évidemment la conséquence du rattrapage des périodes de sommeil pendant les confinements de 2020, année marquée par un recul inédit de 2,9 % de l'activité de la filière. Mais pas seulement : les dépenses de sécu-

rité obéissent par exemple à des cycles d'investissement visant à remplacer des équipements obsolètes. D'autant que les innovations technologiques sont nombreuses et disruptives, notamment dans la vidéosurveillance grâce à l'appui de l'intelligence artificielle.

Les directeurs sécurité ont été sensibles à la montée et à la variété des menaces, tout comme à un sentiment d'insécurité croissant. Ils ont probablement été davantage écoutés par leur direction générale qui n'a pas lésiné sur les augmentations budgétaires en matière de sécurité.

De plus, les Jeux Olympiques ont nécessité quelques investissements supplémentaires et ont mobilisé un nombre record d'agents de sécurité durant plusieurs semaines (lire encadré).

Premier signe de ralentissement

Néanmoins, 2024 a vu quelques signaux d'alerte clignoter.

La dissolution de l'Assemblée en juin et les inconnues sur le budget ensuite ont ouvert une période d'incertitude qui s'est traduite par un report de nombreuses dépenses de sécurité.

En fin de compte, l'année s'est soldée par une croissance de 6,5 %, au lieu des 7 % attendus initialement, pour atteindre un **CA de 37,5 milliards d'€ pour l'ensemble de la filière** allant de la sécurité électronique, au gardiennage, en passant par la sécurité physique ou la cybersécurité, selon les statistiques de l'Atlas d'En Toute Sécurité.

Il faut cependant relativiser sur ce petit ralentissement si l'on songe que l'écono-

L'impact économique modéré des Jeux Olympiques

La sécurité privée a engrangé pour 266 M€ de contrats signés avec l'organisateur des J.O., selon un rapport de la Cour des Comptes publié en juin 2025. À cela s'ajoutent les prestations effectuées pendant les Jeux pour des événements connexes : séminaires, événements culturels, protection des personnalités, etc. Si bien qu'on peut encore rajouter environ 200 M€.

Le principal secteur bénéficiaire de cette période exceptionnelle est celui du gardiennage, dont les ventes ont progressé de près de 10% en 2024 pour dépasser les 5,5 milliards d'€.

Si un maximum de 21.500 agents a été mobilisé le jour de la cérémonie d'ouverture des J.O., la moyenne a tourné autour de 15.000 par jour.

Il faut bien avoir à l'esprit que ce n'est pas tout le secteur du gardiennage qui a profité de cette manne, mais un petit contingent de 200 à 300 entreprises sur un total de 8.000.

La protection rapprochée a connu une belle progression mais pour une profession qui pèse seulement 40 M€.

L'impact a été modéré pour la sûreté aéroportuaire, bien que de nombreux touristes et supporters soient venus par avion.

Quant à la sécurité électronique, les conséquences étaient bien plus en amont, car les dépenses liées aux J.O. avaient largement été faites dès 2023.

mie française a progressé de seulement 1,1 % en 2024, selon les statistiques de l'INSEE.

La quasi-totalité des 22 secteurs répertoriés dans l'Atlas ont enregistré une croissance moindre qu'en 2023. Avec parfois des différences de deux ou trois points à la baisse par rapport à l'année précédente. C'est le cas en sécurité électronique, avec une progression de 6,5 % en 2024 pour la vidéosurveillance contre +8,8 % l'année d'avant. Même tendance pour le contrôle d'accès (+6,2 % contre +8,5 %) ou l'alarme anti-intrusion (+5,5 % contre +6,7 %).

On note quelques exceptions tout à fait particulières avec une croissance encore plus dynamique en cybersécurité (+12,2 % en 2024 contre +11,7 % en 2023 en raison de la multiplication des attaques cyber) et dans le gardiennage (+8 % contre +4,7 % à cause de la manne provoquée par les J.O.). Autre élément alarmant : la dégradation des résultats financiers des entreprises de sécurité. 66 % d'entre elles ont aligné des bénéfices en 2024 contre 71,5 % l'année précédente. La baisse est spectaculaire dans le gardiennage où l'on recense 55 % de sociétés rentables contre 61 %

en 2023 et 71 % en 2022. Les négociations avec les directeurs sécurité -ou plus souvent avec les directions achats- ont été certainement âpres afin de tomber d'accord sur un prix équitable pour les prestations.

Coup de frein en 2025

2024 n'a été que les prémices d'une tendance qui s'est accentuée l'année suivante. Selon les prévisions d'En Toute Sécurité élaborées en juillet, la filière devrait progresser de 4,5 % en 2025, soit deux points de moins qu'en 2024. Un chiffre à comparer à la croissance du PIB qui devrait être de 0,7 % seulement. Le constat selon lequel la progression de la filière est trois à quatre fois plus importante que celle de l'économie française s'est donc encore révélée exacte.

Les affaires sont affectées par l'incertitude politique en France, la spectaculaire dégradation des relations économiques mondiales - guerre des tarifs douaniers décidée par Donald Trump - et les conflits armés incontrôlés qui surgissent ou se prolongent dans le monde. C'est ainsi que 57 % des chefs d'entreprises estiment que l'incertitude politique est le principal frein au développement de leur société.

Après les investissements massifs de ces dernières années, on peut s'attendre à des performances très en retrait dans la sécurité électronique, la sécurité physique ou le gardiennage. Néanmoins, les métiers de la sécurité électronique devraient mieux tirer leur épingle du jeu que les autres activités (avec une estimation de +5 %), car la France accumule un certain retard d'équipement par rapport à d'autres pays européens, notamment en télésurveillance, vidéosurveillance ou contrôle d'accès biométrique.

En outre, l'environnement économique dégradé pèse en partie sur la sécurité. Le nombre de faillites en France est ainsi en passe d'atteindre un niveau record. Avec la fermeture de magasins, d'usines ou de bureaux, c'est autant de sites en moins à équiper en matériel de sécurité ou à surveiller par des agents.

La rentabilité des entreprises de sécurité devrait logiquement se dégrader durant cette période devenue hyper concurrentielle. Et l'on recense déjà plusieurs entreprises de taille conséquente qui sont en redressement judiciaire : S3G, spécialiste de la sécurité des événements sportifs, EPR, leader de la protection rapprochée, Verney-Carron, fabricant historique d'équipements de maintien de l'ordre, etc.

Les dix principales sociétés de surveillance humaine en France

Chiffre d'affaires en millions d'euros, comprenant le gardiennage, la sûreté aéroportuaire et l'intervention sur alarme

	2023	2023	2022	2021	2020
1 Seris Security	708	657	598	583	585
2 Securitas France	677	659	589	537	522
3 Samsic Sécurité	396	367	304	275	263
4 Fiducial Private Security	307	292	317	319	370
5 Onet Sécurité	229	209	195	179	177
6 Weesure (1)	196	43	18	20	16
7 Protectim Security Group (2)	174	159	163	124	114
8 Goron	159	153	141	134	120
9 Securalliance (3)	158	132	103	85	73
10 Atalian Pôle Sûreté	137	135	171	178	162

Source : informations récoltées auprès des entreprises ou estimées par En Toute Sécurité

(1) Acquisition de Sécurité Protection en juillet 2023 et Mondial Protection en février 2024

(2) Interdiction temporaire d'exercer par le CNAPS en février 2025

(3) GIE regroupant BSL, Atlas Sécurité Privée, Valiance et Groupe RPS



Marché

Moins de sociétés de surveillance humaine bénéficiaires

	2019	2020	2021	2022	2023	2024
Sociétés bénéficiaires	71%	63%	69%	71%	61%	55%
A l'équilibre	12%	13%	14%	13%	10%	11%
En perte	8%	14%	11%	7%	18%	20%
En faillite	9%	10%	6%	9%	11%	14%

Source : Atlas 2025 d'En Toute Sécurité

Des changements prévisibles

Malgré ces aléas, la profession poursuit son chemin vers la maturité. Sous la houlette des pouvoirs publics, des réformes sont en cours de réflexion, notamment en ce qui concerne la vidéosurveillance intelligente. Retournée en mai par le Conseil Constitutionnel parce que ce sujet avait été rajouté dans une loi sur les transports, elle devrait faire l'objet d'un volet spécifique dans une loi consacrée

à la sécurité, ce qui devrait lui éviter un nouveau rejet.

Des avancées se sont également produits concernant la présence autorisée -sous certaines conditions- d'agents de sécurité privée sur la voie publique, alors que ce sujet était encore considéré comme tabou voici une dizaine d'années.

Certains responsables dans la sphère publique n'hésitent pas à évoquer la pos-

sibilité de confier à la sécurité privée des tâches jusqu'ici effectuées par les forces de l'ordre, mais sans pour autant donner des exemples précis.

Autre changement : l'attitude du CNAPS. L'autorité de régulation de la profession sanctionne de plus en plus lourdement les sociétés de sécurité en marge de la loi. Les pénalités ont atteint 3,9 M€ en 2024 contre 3,6 M€ l'année précédente et 1,9 M€ en 2022.

Plus spectaculaire encore : début 2025, le CNAPS a interdit d'exercer pendant 18 mois Protectim Security Group, n° 6 du gardiennage, après la découverte de pratiques illicites concernant la sous-traitance. C'est la première fois dans l'histoire de l'agence qu'une sanction est prononcée contre un groupe de cette taille. Faisant allusion à cette affaire, David Clavière, directeur du CNAPS, a enfoncé le clou en juin dernier en affirmant que les règles doivent être appliquées « par les petites structures comme par les grosses ».

La cybersécurité vole de sommet en sommet

S'il y a une profession de la sécurité qui se porte bien, c'est la cybersécurité. Elle affiche en effet une croissance soutenue en raison de la multiplication des menaces et des attaques : +12% en 2023 et un pourcentage similaire en 2024 pour atteindre 7,5 milliards d'€, soit un doublement du volume des ventes en huit ans seulement.

Les chiffres sont bien là pour démontrer que la France est dans le collimateur des cyberpirates. Sixième pays le plus attaqué au monde alors qu'elle représente seulement 1% de la population sur Terre, la France a traité 4 386 événements de sécurité en 2024, en hausse de 15%, selon le bilan annuel de l'Agence nationale de la sécurité des systèmes d'information.

L'ANSSI évoque une « pression constante posée par la menace systémique que représente les cybercriminels et par les cyberattaquants réputés liés à la Russie et la Chine pour les systèmes d'information les plus critiques de la Nation ».

Les attaquants dont le but est d'obtenir une rançon ont visé en priorité les PME (37% des incidents), devant les collectivités territoriales (17%), les entreprises stratégiques (12%), les établissements d'enseignement supérieur (12% également), les établissements de santé (4%), etc.

Pour la première fois en 2023, on a dénombré davantage d'escroqueries dans la sphère cyber que dans le monde physique, relève la gendarmerie, très en pointe en matière de cybersécurité : « c'est un basculement », souligne-t-elle. Un tiers des collectivités territoriales a été victime d'une cyberattaque, au cours des cinq dernières années.

Face à ce déluge d'incidents, dont les conséquences financières sont parfois très lourdes, les opérateurs multiplient les initiatives, largement soutenus par les pouvoirs publics. Ils ont ainsi mis au point des solutions de détection et de protection efficaces et luttent pour acquérir une taille suffisante afin de pouvoir rentabiliser des investissements de plus en plus onéreux.

Les acquisitions vont bon train de la part des firmes françaises, mais aussi étrangères, car le marché est en voie de mondialisation accélérée.

Attention, une nouvelle menace se profile : l'IA au service des cybercriminels. La quasi-totalité des RSSI (84%) estime que les cyberattaques dopées par l'intelligence artificielle sont plus difficiles à détecter, selon une enquête de l'éditeur de logiciels Keeper Security. La moitié des responsables sécurité considèrent l'IA comme la menace la plus sérieuse à laquelle leur organisation est confrontée et 35% estiment qu'ils sont moins bien préparés à lutter contre ce type d'attaques par rapport à d'autres catégories de menaces cyber.

De telles dérives ont tendance à se développer en période de tensions économiques lorsque les marges s'amenuisent. Il semble que les autorités soient décidées à moraliser cette profession où les pratiques de quelques-uns peuvent ternir l'image de tous. Néanmoins, la réussite de la sécurité privée lors des J.O. a largement conforté le sérieux de la filière qui cherche désormais à démontrer qu'elle est prête à remplir les nouvelles missions qui pourraient lui être confiées.

La professionnalisation de la filière se manifeste également par les opérations conséquentes effectuées par les fonds d'investissement.

Ce phénomène touche en priorité les start-up innovantes de la sécurité qui peuvent recevoir des sommes d'un montant jusqu'ici inédit. C'est ainsi que Vee-sion, spécialisée depuis 2018 dans l'analyse vidéo pour lutter contre les vols en magasins, a bouclé en mai dernier un apport de 53 M€. Preuve de la confiance des financiers dans certains projets : dès sa création en avril Orasio, qui réalise de l'analyse en temps réel des images de vidéosurveillance, a levé 16 M€. Deux exemples emblématiques qui donnent un éclairage positif et novateur de la profession. ■

PATRICK HAAS

Directeur des publications En Toute Sécurité

N.B. : tous les chiffres mentionnés dans ce texte sont extraits de l'Atlas 2025 d'En Toute Sécurité (www.security-info.com)